



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Pierre BONNAL, Isabelle GIANIEL, René REVOL, Bernard TRAVIER.

Logement - Construction de 64 logements sociaux - Résidence sociale ' François Villon ' et Foyer de Jeunes Travailleurs ' Les Escholiers ' - Avenue de Lodève - Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours financier à la création de deux résidences sociales dans un immeuble d'habitation, acquis par voie de préemption 240 avenue de Lodève à Montpellier. Le projet, réparti sur deux petits collectifs mitoyens, consiste en la création de deux résidences sociales, soit :

- une résidence sociale « généraliste » de 32 logements, résidence « François Villon », gérée par l'association « ISSUE - Gammes ». Cette structure a pour objet l'accueil de personnes autonomes, en difficulté sociale et/ou économique, dans l'attente d'un logement durable. Le programme comprend 32 logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et développe une surface habitable de 793,66 m² selon la typologie suivante : 20 T1' et 12 T1bis.
- une résidence sociale de type Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 32 logements, résidence « Les Escholiers », gérée par l'association « Habitat Jeunes ». Le FJT a pour objet l'accueil des jeunes actifs de 18 à 29 ans. Le programme comprend 32 logements financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et développe une surface habitable de 823,65 m² selon la typologie suivante : 32 T1'.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide correspondant à 10% de prix de revient hors taxe soit une aide forfaitaire de 2 943 € par logement permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel des opérations s'établit comme suit :

Opération	Résidence « François Villon » Résidence sociale généraliste 32 PLAİ	FJT « Les Escholiers » Résidence sociale FJT 32 PLAİ
Caractéristiques : Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Collectifs 793,66 m ² 32 32 PLAİ 20 T1' - 12 T1bis	Collectifs 823,65 m ² 32 32 PLAİ 20 T1' - 12 T1bis
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Département Prêt CDC Participation Montpellier Méditerranée Métropole	993 553 € 248 000 € 94 000 € 557 377 € 94 176 €	993 553 € 248 000 € 94 000 € 557 377 € 94 176 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 94 176 € pour la réalisation d'une résidence sociale généraliste de 32 logements locatifs sociaux, résidence « François Villon », avenue de Lodève à Montpellier,
- apporter une subvention à ACM Habitat de 94 176 € pour la réalisation d'un Foyer de Jeunes Travailleurs de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Les Escholiers », avenue de Lodève à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de son versement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-59912-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan_de_localisation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.